

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT

2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

**MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION ET
D'ORIENTATION DE TALMONT SAINT HILAIRE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

412, avenue Notre Dame
TALMONT SAINT HILAIRE (Vendée)

**MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION ET
D'ORIENTATION DE TALMONT SAINT HILAIRE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
412, avenue Notre-Dame
TALMONT SAINT HILAIRE (Vendée)

Exercice clos le 31 août 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux membres de l'Association de la Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Talmont Saint Hilaire,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association le **MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION ET D'ORIENTATION DE TALMONT-SAINT-HILAIRE** relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « Règles et méthodes comptables » et « subventions d'équipement » de l'annexe des comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des immobilisations et aux subventions d'investissement de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans ces notes et leur correcte application.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

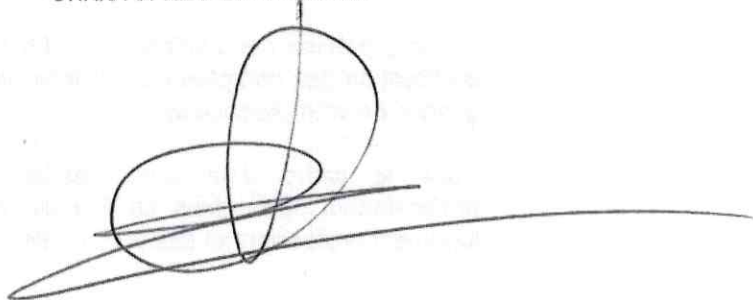
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 21 janvier 2025
Le Commissaire aux comptes

Groupe Y – BOISSEAU
CHRISTOPHE POISSONNET

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Maison Familiale Rurale
d'Education et d'Orientation
de Talmont-Saint Hilaire

Exercice clos le 31 août 2024

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

COMPTES ANNUELS



COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	1 302	2 440
Ventes de biens et services		6 852
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 686 410	1 460 121
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		9 093
Concours publics et subventions d'exploitation	42 724	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	4 900	700
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	21 727	23 920
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	115	1 876
Total (I)	1 757 179	1 505 001
Participations	22	
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	32 513	20 982
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	32 536	20 982
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 801	14 742
Produits exceptionnels sur opérations en capital	136 023	136 228
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)	137 824	150 970
Total des produits (I+II+III)	1 927 538	1 676 953
Solde débiteur = Déficit		
Total général	1 927 538	1 676 953

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	99 048	78 452
Variation de stocks	195	4 030
Autres achats et charges externes	377 509	355 063
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	14 051	11 254
Salaires et traitements	466 733	406 193
Charges sociales	150 699	128 052
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	253 223	240 592
Dotations aux provisions	103	4 145
Report en fonds dédiés		
Autres charges	50	134
Total (I)	1 361 611	1 227 915
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	26 175	26 180
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	26 175	26 180
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 000	32 047
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)	1 000	32 047
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	7 132	186
Total des charges (I+II+III)	1 395 917	1 286 327
Solde créditeur = Excédent	531 621	390 625
Total général	1 927 538	1 676 953

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	2 427	19 424
Prestations en nature	5 018	3 429
Bénévolat	3 671	3 986
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES	11 116	26 839
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	2 427	19 424
Prestations en nature	5 018	3 429
Personnel bénévole	3 671	3 986
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS	11 116	26 839

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	6 708	2 155	4 553	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	635 535		635 535	635 535
Constructions	3 896 423	889 814	3 006 610	3 177 144
Installations techniques, mat. et outillage indus.	388 072	267 173	120 900	91 437
Autres immobilisations corporelles	1 335 252	1 060 424	274 828	302 147
Immobilisations corporelles en cours	287 482		287 482	80 797
Avances et acomptes				6 011
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	752		752	731
Prêts				
Autres immobilisations financières	229		229	229
Total I	6 550 454	2 219 566	4 330 888	4 294 029
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours	15 411		15 411	15 607
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhé., usagers et cpt. Rattachés	126 469		126 469	159 800
Autres créances	50 956		50 956	44 728
Valeurs mobilières de placement	800 000		800 000	800 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 479 568		1 479 568	1 114 888
Charges constatées d'avance	24 765		24 765	25 282
Total II	2 497 170		2 497 170	2 160 304
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	9 047 624	2 219 566	6 828 058	6 454 334
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

BILAN PASSIF

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	1 000 000	685 025
Report à nouveau	1 337 127	1 261 478
Excédent ou déficit de l'exercice	531 621	390 625
Situation nette (sous total)	2 868 748	2 337 127
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 489 251	2 607 972
Provisions réglementées		
Total I	5 357 999	4 945 099
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	32 438	32 335
Total III	32 438	32 335
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 234 985	1 327 210
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 877	60 902
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	70 086	51 981
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 320	
Autres dettes	30 507	20 678
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	15 846	16 129
Total IV	1 437 620	1 476 899
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	6 828 058	6 454 334

ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement

ANNEXE

Total du bilan avant répartition : 6 828 058 € Résultat : 531 621 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le par le Conseil d'Administration.

1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

MFR TALMONT ST HILAIRE

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901 .Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

Bourgenay 412 avenue Notre Dam 85440 TALMONT ST HILAIRE

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.

2 - NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR de Talmont Saint Hilaire dispense des formations en alternance dans le domaine des métiers du bois.

Les examens préparés sont :

- CAP menuisier fabricant
- CAP menuisier installateur
- CAP charpentier
- BP menuisier
- Titre technicien d'étude en menuiserie
- Titre pro Constructeur Bois

En 2023/2024, 148 jeunes en apprentissage ont suivi des formations à la MFR.

3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'établissement MFR de Talmont Saint Hilaire s'étale sur une surface de 3 816 m² de bâtiment. 1 018 m² sont utilisés, par les moniteurs, en salle de cours et ateliers.

La MFR de Talmont Saint Hilaire a employé en 2023/2024 14 personnes représentant 13,87ETP. Le personnel pédagogique représente 7,88 personnes en ETP.

En 2023/2024, les principaux financements ont été assurés par;

- les OPCO pour 75,37 %
- les Familles pour 14,44 %
- des Locations pour 6,48 % (Colonies pour une grosse part, repas de passage)
- Autres Activités annexes pour 3,10 %
- des Organismes de formations Adultes pour 0,61 %

4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règlements de ANC 2014-03. et 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue,

Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 64 ans
2. Taux d'actualisation : 3.6 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 33,60 %
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 64 ans
6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :
 - Inférieur à 10 ans : 0 mois
 - 10 à 15 ans : 0.5 mois
 - 15 à 20 ans : 1 mois
 - 20 à 30 ans : 1.5 mois
 - + 30 ans : 2 mois

5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés :

Hypothèque de 700 000 € sur l'ensemble des batiments

Dettes garanties

Néant

Autres

Néant

Honoraires

5 453

ANNEXE

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : cf tableau joint

Etat des créances : cf tableau joint

Montant des stocks : 15 411

Etat des provisions clients : cf tableau joint

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan : 58 529

- Facturation OPCO	25 976
- Remboursement formation du personnel	11 551
- Intérêts courus sur placements (DAT, Epargne)	21 003

Charges constatées d'avance : 24 765

- Charges d'exploitation :	24 765
----------------------------	--------

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents).

Etat des dettes : cf tableau joint

Charges à payer incluses dans les postes du bilan : 16 147

- Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit	317
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 301
- Dettes fiscales	5 529

Produits constatés d'avance : 15 845,61

- Facturation OPCO	15 846
--------------------	--------

ANNEXE

8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions d'exploitation :

- Communes :	20 658 €	soit 53,73 %
- CCCA BTP	17 791 €	soit 46,27 %

Contributions financières :

- FD MFR 85 :	4 275 €
---------------	---------

Contributions volontaires en nature :

La MFR a comptabilisé 11 116 € en contributions volontaires en nature répartie ainsi :

- 2 426,73€ de dons en nature (bois)
- 3 670,92 € correspondant à 309 heures de bénévolat effectuées à 11,88 €/h
- 5 018,27 € correspondant à 5 871 kms effectués par les bénévoles à 0,48 €/kms

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	2 332	6 708	2 332	6 708
Terrains	635 535			635 535
Constructions sur sol propre	3 894 712	1 711		3 896 423
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	339 803	52 846	4 577	388 072
Installations générales, agencements et divers	1 177 901		48 029	1 129 872
Matériel de transport	29 467	28 120		57 587
Matériel de bureau, informatique et mobilier	129 302		5 745	123 557
Matériel et outillage d'internat	27 574		3 338	24 236
Immobilisations corporelles en cours	80 797	206 685	(0)	287 482
Avances et acomptes	6 011		6 011	
Total des immobilisations corporelles	6 321 102	289 363	67 700	6 542 765
Participations				
Autres titres immobilisés	731	21		752
Prêts et autres immobilisations financières	229			229
Total des immobilisations financières	960	21		981
TOTAL	6 324 394	296 092	70 032	6 550 454

Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	2 332	2 155	2 332	2 155
Terrains				
Constructions sur sol propre	717 569	172 245		889 814
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	248 366	23 383	4 577	267 173
Installations générales, agencements et divers	943 525	31 516	48 029	927 012
Matériel de transport	21 835	7 900		29 735
Mat de bureau et informatique, mobilier	74 170	13 141	5 745	81 566
Matériel et outillage d'internat	22 567	2 883	3 338	22 112
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	2 028 032	251 068	61 689	2 217 411
TOTAL	2 030 364	253 223	64 021	2 219 566

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	21 587	103		21 690
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	10 748	(0)		10 748
TOTAL	32 335	103		32 438

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL	32 335	103		32 438

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances				Etat des dettes			
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus
Créances rattachées à des participations				Emprunts obligataires convertibles			
Prêts				Autres emprunts obligataires			
Autres immobilisations financières	981		981	Auprès des organismes de crédit :			
Total de l'actif immobilisé	981		981	- à 1 an maximum à l'origine			
Clients douteux ou litigieux				- à plus de 1 an à l'origine	1 234 985	94 486	392 830
Autres créances clients	126 469	126 469		Emprunts et dettes financières divers			
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie				Fournisseurs et comptes rattachés	84 877	84 877	
Personnel et comptes rattachés	156	156		Personnel et comptes rattachés	31 029	31 029	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				Sécurité sociale et autres organismes sociaux	26 482	26 482	
Etat – Impôts sur les bénéfices				Impôts sur les bénéfices	6 579	6 579	
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés				Obligations cautionnées			
Etat – Divers	24 489	24 489		Autres impôts, taxes et assimilés	5 995	5 995	
Groupes et associés	173	173		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 320	1 320	
Débiteurs divers	26 138	26 138		Groupe et associés	29 190	29 190	
Total de l'actif circulant	177 425	177 425		Autres dettes	1 317	1 317	
Charges constatées d'avance	24 765	24 765		Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie			
TOTAL	203 171	202 190	981	Produits constatés d'avance	15 846	15 846	
				TOTAL	1 437 620	297 121	392 830
							747 669

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATIO N	DIMINUTION OU CONSOMMATION	Autres mouvement s	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						
Fonds propres avec droits de reprise						-
Ecart de réévaluation						-
Réserves	685 025	314 975				1 000 000
Autres réserves						-
Report à nouveau	1 261 478	75 650				1 337 127
Excédent ou déficit de l'exercice	390 625	-390 625			531 621	531 621
Situation nette	2 337 127	-0	-	-	531 621	2 868 748
Fonds propres consommables						
Subventions investissement	2 607 972		18 673	136 023	-1 370	2 489 251
Provisions réglementées						-
TOTAL	4 945 099	-0	18 673	136 023	530 250	5 357 999



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01